Allan Potofsky, Constructing Paris in the Age of Revolution

Igor Moullier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/11905>

DOI : 10.4000/ahrf.11905

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 186-187

ISBN : 978-2-200-92634-2

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Igor Moullier, « Allan Potofsky, Constructing Paris in the Age of Revolution », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 362 | octobre-décembre 2010, mis en ligne le 25 mars 2011, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11905> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.11905>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Allan Potofsky, Constructing Paris in the Age of Revolution

Igor Moullier

RÉFÉRENCE

Allan Potofsky, *Constructing Paris in the Age of Revolution*, New York, Palgrave Macmillan, 2009, 345 p., ISBN 0-230-57471-8, 65 £.

- 1 La période s'étendant entre 1750 et 1815 voit d'importantes transformations physiques de la capitale, dont l'étude a été souvent négligée au profit des événements politiques. Le secteur de la construction est pourtant essentiel à bien des égards : économiquement, il représente le deuxième secteur après l'agriculture. Mais il est aussi marqué par l'importance des interactions entre pouvoirs publics et initiative privée, où les structures corporatives jouent un rôle fondamental. C'est cet angle d'approche que privilégie A. Potofsky. Aux « deux rêves du commerce », chers à Jean-Pierre Hirsch, il propose de substituer trois « rêves » : corporatisme, étatismisme et libéralisme.
- 2 La fin de l'Ancien Régime est marquée à Paris par un « housing boom » à partir de 1763, que l'auteur illustre par de nombreuses photographies, qui sont l'un des attraits de ce livre. L'immeuble de rapport, à quatre étages en moyenne, devient un objet de spéculation. L'ordonnance de 1766, protégeant les investisseurs en cas de faillite d'un des entrepreneurs contractant, favorise la spéculation privée. L'embellissement de Paris, qui reste un objectif majeur des autorités, se fait alors essentiellement par le contrôle de la construction privée (plan d'alignements, etc.), par une régulation où les corporations jouent un rôle essentiel d'intermédiaire entre les pouvoirs publics et le secteur du bâtiment. Ce dernier devient un objet de débat économique et social, qui s'inscrit dans la remise en cause des corporations, notamment au moment des réformes de Turgot. Le salaire dans le bâtiment est ainsi supérieur au salaire moyen observé à Paris. Ce fait suscite les critiques du lobby « libéral », qui y voit l'effet de l'action des corporations et dénonce l'inefficacité du système des privilèges. Est aussi mise en cause

la qualité des bâtiments : entre les chantiers à ciels ouverts, les effondrements, les immeubles délabrés, le bâtiment alimente une inquiétude quant à l'état physique et moral de la ville. Une des critiques vient des architectes eux-mêmes, comme Laugier ou Blondel. Les chantiers du bâtiment à Paris sont ainsi un site, au propre comme au figuré, de dialogues, de critiques et de réflexion sur le fonctionnement social. Les années 1780 prolongent ces débats avec la mise en place du livret ouvrier, ainsi que l'apparition des grèves, qui témoignent de la nature sensible du secteur.

- 3 La construction n'échappe pas à l'alignement sur un modèle révolutionnaire qui promeut, dans son discours, la méritocratie et la liberté du travail. Mais, comme le montre Allan Potofsky, le bâtiment va réussir à garder pendant la période révolutionnaire certaines de ses spécificités. Son organisation corporative présente un certain nombre de garanties aux yeux des autorités, comme la municipalité parisienne, qui n'hésite pas à faire appel au savoir-faire des maîtres maçons. De nouveaux besoins (hôpitaux, écoles, prisons), permettent à de nouveaux types d'entrepreneurs de se faire une place, comme Palloy, le fameux démolisseur de la Bastille. À la grandeur monumentale de l'Ancien Régime succède un plus grand pragmatisme. La vente des Biens nationaux contribue à garder le marché de la construction relativement actif pendant la Révolution. La Révolution amène un autre changement majeur : l'extension des chantiers publics, qui servent de laboratoires à de nouvelles pratiques de travail. Le chantier du Panthéon devient en 1791 le principal creuset d'une nouvelle politique sociale, remplaçant les ateliers de charité comme terrain d'expérimentation. Situé à proximité du faubourg Saint-Marcel, le chantier va prendre une importance politique et symbolique. Les Cordeliers critiquent l'architecte en chef, Quatremère de Quincy, pour ses sympathies royalistes. Le chantier du Panthéon est aussi l'occasion de mettre en place des procédures d'uniformisation du travail, des critères d'embauche.
- 4 L'héritage des corporations n'est pas seulement socio-économique : elles jouent aussi un rôle dans la politisation des artisans. Le conflit à l'été 1791 contre les entrepreneurs-contractants voit émerger la figure de l'ouvrier-citoyen, dans laquelle Potofsky voit l'une des origines possibles de celle du sans-culotte : un travailleur dévoué à la République, réclamant la fin du règne des profiteurs. La réponse des autorités révolutionnaires est un recours accru à la technocratie. Influencées par les rapports de police qui dénoncent l'esprit de cabale régnant sur les chantiers, elles s'en remettent aux architectes et aux ingénieurs, qui apportent une justification rationnelle aux nouveaux modes de contrôle du travail. L'instabilité vient aussi de l'afflux des migrants dans la capitale : 100000 en 1793 selon Potofsky. Beaucoup d'anciens maîtres des métiers parviennent à se reconvertir parmi les cadres de la sans-culotterie parisienne, notamment grâce à leur capacité à encadrer cette force de travail des ouvriers du bâtiment. Un transfert des réseaux de patronage s'opère ainsi vers les travaux publics. La centralisation des processus de contrôle est achevée par la création de la commission des travaux publics en ventôse an II. L'éthique de l'ingénieur, mêlant efficacité et humilité du technicien, est associée à celle du salut public pour rétablir l'ordre sur les chantiers.
- 5 L'histoire du secteur de la construction s'avère résistante au schéma de la Révolution comme phase de libéralisation de l'économie. On le vérifie également sous le Directoire, où se met en place un système centralisé de contrôle des travaux publics. Le Directoire, et en son sein François de Neufchâteau tout particulièrement, joue un rôle important dans la définition des « services publics », comme l'a montré Dominique Margairaz. Le

Conseil des bâtiments civils, fondé en 1791, reçoit à partir de 1795 l'impulsion qui va en faire l'organe clé de la régulation des travaux publics durant toute la première moitié du XIX^e siècle. On y retrouve les architectes promoteurs de la régulation technocratique au début de la Révolution, Rondelet notamment. Il continue à jouer un rôle important sous Napoléon, période pendant laquelle la réorganisation sur un mode néo-corporatiste du secteur du bâtiment prend une nouvelle ampleur.

- 6 L'aménagement de Paris sous Napoléon est placé sous le signe de l'utilité. Le préfet de police Dubois initie un retour de l'approche policière, avec notamment le rétablissement du livret. La grève des charpentiers en 1804 accentue les inquiétudes. Vaudoyer, inspecteur du Conseil des bâtiments civils, attribue la baisse de la qualité des travaux au régime de liberté et de licence instauré sous la Révolution. Il souligne la diminution de la durée horaire du travail sur les chantiers. Les ouvriers réagissent vigoureusement aux nouvelles ordonnances de police sur l'organisation du travail en 1806. Les recensements et la statistique départementale permettent de s'assurer du maintien des circuits migratoires, notamment depuis le Limousin, malgré la conscription, qui assurent une main-d'œuvre bon marché. La recreation d'une chambre syndicale des maçons par Dubois semble indiquer une volonté de retour aux structures de l'Ancien Régime, le principal changement étant la diminution du nombre de maîtres maçons de 409 en 1791 à 170 en 1809.
- 7 L'analyse de Potofsky montre par cette comparaison entre les différents régimes politiques que derrière des discours opposés persistent des pratiques plus convergentes. Sous l'Ancien Régime, le contrôle de la Chambre royale des bâtiments offre l'exemple d'une structure corporative remplissant les fonctions d'une autorité publique de régulation, rôle que l'on retrouve avec le Conseil des bâtiments civils, placé sous la tutelle du ministère de l'Intérieur à partir du Directoire. Cette dernière partie de la démonstration exagère sans doute le « corporate revival » par laquelle Potofsky entend caractériser la période napoléonienne. Les corporations ne servent plus l'autonomie du métier, elles sont un instrument de l'État pour éviter la liberté entrepreneuriale et les dégâts d'une concurrence excessive, ainsi que la hausse des salaires. Les tentatives de Dubois furent, d'autre part, strictement surveillées par le ministère de l'Intérieur, hostile à toute forme affichée de rétablissement des corporations. Les rares moments où le préfet de police put prendre l'initiative sont ceux où l'inquiétude causée par la situation sur les chantiers, comme en 1809-1810, rend l'empereur plus enclin à adopter des solutions plus dirigistes.
- 8 Allan Potofsky offre ainsi dans son ouvrage une forme d'histoire totale qui croise plusieurs secteurs, de l'histoire économique et sociale à celle des institutions. Synthétique, l'ouvrage généralise parfois un peu trop à partir d'exemples dont la portée est peut-être plus symbolique que réelle, comme le chantier du Panthéon. *Constructing Paris* n'en reste pas moins une analyse claire et stimulante, replaçant la période révolutionnaire dans une séquence plus longue, indispensable pour comprendre l'évolution des rapports entre politique et économie à travers l'organisation du marché du travail.